

# Notes en vue du déjeuner CivicTech avec Axelle Lemaire

## Introduction sur RC

- merci de nous recevoir en respectant notre souhait de présence double : applique à nous même OpenGov (parallèle bien communs : pour protéger le travail commun, nous évitons une personnalisation de nos actions afin de limiter les risques qu'un seul membre s'accapare le travail collectif ou qu'un acteur extérieur n'attaque qu'une seule personne)
- RC né d'un désir citoyen de prendre part au travail législatif sur des textes symboliques. Chaque grd débat donne naissance a de même intérêts (banque/paradis fiscaux, mariage, travail, ...)
- 7 ans de projets technologiques citoyens avec budget quasi nul, notamment ND, NS, Simplifions, LFDLL, mais aussi crowdsourcings lobbying & déclarations, lives débats, ...
- live LFDLL PJLNum (et loi travail?) / GitLaw Steeve/Bercy
- 75% du temps sur les données => enable civictech = opendata => plaidoyers long terme de l'asso et PJLNum

## CivicTech ? Quèsaco ?

- Buzzword du moment mais mouvement international de fond depuis 10 ans : Sunlight, mySociety, OpenParliament, TICTec last week...
- Civic en premier dans CivicTech : nait avant tout de désir de participation/inclusion, pas d'idées de startup/businessmodels
- Objectif politique du "CivicTech" : utiliser la technologie comme un facilitation (et non une fin en soit) pour que les citoyens "fougueux" ou "énervés" mettent cette énergie au service de la démocratie. => les institutions et administrations doivent être bienveillantes envers les citoyens et notamment les plus trublions
- CivicTech = démocratie + techno => LL + OpenData
- Beaucoup d'idées et d'expérimentations mais peu de projets perennes/maintenus, y compris officiels => illustre complexité faute de catalyseurs/bases suffisants
- Les enjeux des projets officiels : la création de confiance. Il faut des contre-pouvoirs technologiques (LL/OpenData) comme humains (gestion des conflits d'intérêts/régulation de l'influence)

## Points de plaidoyer utiles à aborder à propos CivicTech

- données DILA & décret n°2002-1064 du 7 août 2002 relatif au service public de la diffusion du droit par l'internet (article 4)

- données de la séance AN/Sénat pour enable projets suivi live (avis gouv/comm, ...), SOLON, ...
- transparence des votes parlement
- données jurisprudence
- transparence des décisions de l'exécutif, conseil d'état, ...
- Registre National des Élus

Ouverture sur d'autres dossiers :

- dangers OpenData PJLNum post-sénat (modifié à 82% le texte du gouv, 64% celui d'AN, +136% taille totale)
- formats si possible
- nb demandes
- analyses de risque prépubli
- données persos Vs vie privée
- ...
- hackerspaces Parlement/gouv (cf Brésil)

Question : Qu'est-ce qui est envisagé pour que les projets "civiques" issus d'associations sans compétence "techniques" puissent intégrer des outils technologiques ? => demander a ce que agrément ministériels intérêt général pour ce type d'orgas soit plus facile/systematique ? (est ce vraiment difficile ?)